



PRÉFET DE L'EURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Arrêté n°UBDEO/ERC/21/28 abrogeant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°DELE/BERPE/19/1009 du 20 juin 2019 mettant en demeure la société BIOGAZ DE GAILLON pour son établissement situé sur la commune de GAILLON

- VU** le Code de l'environnement,
- VU** le décret du 15 janvier 2020 du Président de la République nommant Monsieur Jérôme FILIPPINI, préfet de l'Eure,
- VU** le décret du Président de la République du 23 mars 2018 nommant Monsieur Jean-Marc MAGDA, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- VU** l'arrêté préfectoral SCAED-20-26 du 10 février 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Marc MAGDA, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2014 autorisant la société BIOGAZ DE GAILLON à exploiter une unité de méthanisation de déchets non dangereux sur la commune de Gaillon à l'adresse suivante : rue des Ardaignes,
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) de la visite du 2 février 2021,
- VU** le courrier de l'inspection de l'Environnement transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection suite à la visite du 2 février 2021,

CONSIDÉRANT que la société BIOGAZ DE GAILLON a mis en œuvre les mesures pour traiter les différentes sources susceptibles d'émettre des odeurs sur son site et ainsi répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 juin 2019,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

Article premier : Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°DELE/BERPE/19/1009 mettant en demeure la société BIOGAZ DE GAILLON de respecter les dispositions de l'article 3.3.1 de son arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2014 pour son établissement situé sur la commune de GAILLON sont abrogées.

Article 2 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Rouen, par voie électronique au moyen du téléservice "télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Eure, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Copie est adressée à :

- Madame la sous-préfète des Andelys,
- Madame le maire de la commune de Gaillon,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL - UBDEO).

Évreux, le **19 MARS 2021**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Jean-Marc MAGDA